

Chapitre III

La gestion du COPIREP

Section 1 : La communication

En 2010, la politique de communication du COPIREP s'est décliné comme outil d'une part de mise en place d'un cadre de vulgarisation des avancées de la réforme, et d'autre part de concertation et d'échanges autour des questions techniques entravant le processus de transformation des entreprises publiques en sociétés commerciales.

Dans cette optique, la communication du COPIREP s'est véritablement muée en activité opérationnelle du projet.

La stratégie observée a privilégié la communication interpersonnelle, par le biais de l'organisation d'ateliers et séminaires avec pour cibles :

- les pouvoirs publics, essentiellement le parlement avec pour objectif de rassurer sur le respect des prescrits légaux et de renseigner sur l'état d'avancement de la réforme et des écueils susceptibles d'être surmontés avec son concours ;
- les managements d'entreprises en vue de les alerter sur les actes de gestions indispensables à l'achèvement du processus de transformation, et qui sont de leur responsabilité, et le cas échéant convenir de méthodologies à même de les faciliter ;
- les syndicats d'entreprise avec pour objectif de rassurer sur la prise en compte des questions relatives à la sauvegarde des intérêts des travailleurs dans la résolution du passif social ;
- la presse, généralement septique quant à l'aboutissement du processus de transformation dans les délais légaux, et à travers elle, l'opinion publique.

1.1. Vulgarisation des avancées de la réforme

1.1.1. Inauguration de l'Hôtel KARAVIA

Inauguré officiellement par le Chef de l'Etat le 15 juin 2010, l'Hôtel KARAVIA est véritablement la première opération de désengagement de l'Etat réalisée par le COPIREP.

Pour marquer cet événement, le COPIREP a réalisé une grosse opération de communication en obtenant l'inauguration de ce complexe par le Chef de l'Etat, en présence de plusieurs membres du Gouvernement et des parlementaires pris en charge depuis Kinshasa, ainsi que de notabilités de la province.

Cette stratégie de communication a certainement contribué à la promotion de l'hôtel, qui depuis son inauguration, a déjà réussi à délocaliser vers la ville de Lubumbashi, plusieurs conférences internationales. L'hôtel Karavia, désormais classifié « 5 étoiles », compte 200 chambres dont plusieurs suites luxueuses.

1.1.2. Poursuite de la vulgarisation du nouveau cadre juridique des entreprises publiques

La vulgarisation du nouveau cadre juridique s'est poursuivie dans les provinces du Bandundu, de l'Equateur et du Maniema.

Ces séminaires ont réuni les directeurs provinciaux et leurs collaborateurs en charge d'une part des questions administratives et financières, et d'autre part des questions techniques.

Les délégations syndicales provinciales des entreprises ont chaque fois été conviées et ont pris une part active aux échanges.

L'objectif de cette série de séminaire était d'apporter le plus de réponses possibles aux interrogations et aux zones d'ombres suscitées par la mise en application des lois sur la réforme des entreprises publiques, notamment en ce qui concerne la prise en compte des problèmes des travailleurs.

Pour mémoire, en 2009, ces campagnes de vulgarisation s'étaient déroulées successivement à Kinshasa, Lubumbashi, Matadi, Kananga, et Kisangani.

1.1.3. Séminaire de sensibilisation des parlementaires au processus de réforme des Entreprises Publiques

Avec l'appui du Ministère des Relations avec le Parlement, le COPIREP a organisé au mois d'Août 2010, une journée d'information sur l'avancement du processus de réforme des entreprises publiques avec les membres du Parlement, avec la participation du Ministère du portefeuille.

Cette journée d'échanges a été l'occasion pour le COPIREP d'évoquer les membres du Parlement, les différentes entraves à la poursuite du processus, et de solliciter l'implication de l'organe législatif.

1.1.4. Séminaires dans la perspective de l'adhésion de la RDC à l'OHADA

Il convient de noter qu'en collaboration avec le Ministère de la Justice, le COPIREP a appuyé l'organisation d'une journée d'échanges sur l'application du droit OHADA en RDC, ainsi que la cérémonie de démarrage des activités de la commission OHADA.

1.2. Séminaires et ateliers sur les questions techniques du processus de transformation

Tout au long de l'année 2010, le COPIREP a multiplié les rencontres avec les mandataires de l'Etat à la tête des entreprises en transformation, pour éviter qu'à la date du nouveau délai de transformation fixé par l'exécutif, le processus ne soit pas terminé.

En effet, il est apparu dès le début de l'année, que les opérations techniques nécessaires à la transformation semblait rencontrer beaucoup de problèmes, certains réels, d'autres tout simplement le fait de la réticence pour certains mandataires à les effectuer.

C'est ainsi que pour prévenir les blocages et minimiser les retards, le COPIREP a organisé à un rythme soutenu, des séminaires d'information, des ateliers, des séances de travail pour décanter les principaux écueils.

Ces écueils tenaient essentiellement aux questions relatives :

- au coût de l'évaluation patrimoniale des entreprises,
- aux méthodes comptables à observer pour la détermination des capitaux sociaux ;
- à la problématique de l'endettement des entreprises en transformation, etc.

On peut citer, parmi les ateliers et séminaires les plus importants,

- L'atelier sur les principes de l'évaluation du patrimoine des entreprises en transformation, en mars 2010, avec le concours du Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo ;

- Le séminaire sur « le point sur la transformation des entreprises publiques en sociétés commerciales », en juin 2010 ;
- L’atelier sur la problématique des dettes croisées en juin 2010 ;
- L’Atelier de validation des capitaux sociaux minima en septembre 2010,
- L’atelier sur les étapes restantes du processus de transformation, en décembre 2010

1.3. Contact avec les médias

Comme chaque année, la communication sur la réforme a réservé une place importante aux échanges avec la presse tant à Kinshasa qu’à Lubumbashi.

Chaque atelier et séminaire a été notamment l’occasion d’échanges avec les médias. Le COPIREP s’est efforcé de maintenir le contact avec la presse pour expliquer le processus de réforme, et dans bien de cas, corriger des perceptions erronées.

C’est ainsi que des cadres du COPIREP sont intervenus plusieurs fois sur les médias, et la Cellule de communication a prêté son concours dans la préparation de plusieurs émissions radiodiffusées, notamment sur Radio Okapi.

Il était en effet primordial que les relais d’opinion que sont les journalistes soient correctement informés pour transmettre un message conforme à la réalité.

La mise à contribution de la presse audiovisuelle s’est donc accrue, sans pour autant restreindre l’utilisation de la presse écrite.

Il convient de noter que la diffusion audiovisuelle est préférée à la diffusion sur support écrit compte tenu notamment de son taux de pénétration qui tient compte de l’accessibilité des régions éloignées de la capitale et du niveau d’alphabétisation des populations.

1.4. La production des documentaires audiovisuels

La production des documentaires par l’équipe de communication du COPIREP a souffert de la vétusté de son matériel de tournage. Cependant, ce matériel est en voie de renouvellement et la reprise des productions est prévue pour 2011.

Pour mémoire, le COPIREP a déjà produit une douzaine de courts et moyens métrages sur la réforme des entreprises et dispose d’une banque d’images fournie à l’usage des télévisions et radio qui en font la demande.

Ces documentaires sont d’accès public sur le site Internet du COPIREP et des versions sur supports haute définition sont disponibles à la demande.

1.5. Autres activités de communication

En plus des activités énumérées ci-dessus, le COPIREP a poursuivi ses tâches de routine de communication, notamment :

- La mise à jour régulière de son site web (www.copirep.org);
- La diffusion des avis de passation de marchés ;
- La diffusion quotidienne d’une revue de presse centrée sur les questions liées à la sphère d’activités du COPIREP ;
- Des entretiens réguliers avec la presse pour suggérer des sujets de reportages ou d’articles et ainsi recadrer la perception de la réforme ;

Il convient également de noter que le domaine de la communication, COPIREP a poursuivi son appui à la Cellule d'Exécution du Projet PEMU (CEP-O) en apportant son concours à la mise en oeuvre de son programme de communication intérimaire et à la formation des membres de la structure provisoire de la communication de ce projet.

Section 2 : La passation des marchés

L'exercice 2010 est marqué par le non aboutissement des négociations relatives au second financement additionnel IDA dans le cadre du Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé. Cependant, le COPIREP a bénéficié, au second semestre de l'année sous revue, d'une rétrocession, à hauteur de 1.000.000 d'euros, du financement accordé au gouvernement de la RD Congo par l'Agence Française de Développement « AFD » en sigle. Ces fonds sont destinés à la réalisation d'études préalables aux réformes des entreprises de transport et plus particulièrement celles relatives à la mise en oeuvre des partenariats public privé au sein de la Société Commerciale des Transports et Ports, ex ONATRA.

Ainsi, au cours de l'exercice 2010, les actions de la Cellule de Passation de Marchés ont consisté en la poursuite des processus d'acquisition des biens, travaux et services programmés dans le projet PCDSP totalement géré par le COPIREP et dans la sélection des consultants pour la mise en oeuvre des activités prévues à la composante B.1 et B.2 du PEMU dont la passation des marchés lui est confiée.

Pour rappel, le rôle des services de passation de marchés est d'une part, de s'assurer que les principes de base du processus de passation des marchés publics à savoir : la transparence, l'économie, l'efficacité, la libre concurrence pour tous les soumissionnaires éligibles et l'égalité des chances sont respectés ; et d'autre part, de veiller à ce que les acquisitions des biens, travaux et services se fassent conformément aux prescrits des accords de financement et dans les délais convenus avec les bailleurs afin d'éviter toute passation de marché non conforme qui conduirait à l'inéligibilité des dépenses ou à des acquisitions hors délai.

Les principales activités de la Cellule de Passation des Marchés en 2010 concernent :

- Le recrutement de consultants et la sélection des fournisseurs et entrepreneurs pour tous les contrats sous financement IDA,
- Le recrutement et le coaching des agents et cadres de la Cellule de Décentralisation, agence chargée notamment de l'exécution du Projet de Renforcement des Capacités de Gouvernance ;
- La négociation des contrats de mise en oeuvre d'opérations de PPP dans le cadre du désengagement de l'Etat de certaines entreprises du Portefeuille ;
- L'assistance technique aux spécialistes en passation des marchés de la Cellule d'Exécution des Projets du Projet PEMU ;
- L'assistance aux associations des ex-agents GECAMINES pour la constitution des « Commissions d'adjudication des Marchés » dans le cadre de la mise en oeuvre de leurs projets respectifs.

En 2010, la Cellule de Passation des Marchés du COPIREP a traité et finalisé **152** marchés et **25** additifs répartis respectivement comme suit : 147 contrats et 23 avenants sur financement PCDSP et 5 contrats et 2 avenants sur financement PEMU.

2.1. Procédures de passation de marchés

Les marchés adjugés en 2010 ont été passés conformément aux procédures de l'IDA. Sur les 177 marchés concernés, 140, soit 79% sont le résultat d'appel à concurrence ouverte tandis que 37 contrats, soit 21% ont été conclus par entente directe dont 25 concernent des extensions

de marchés antérieurs et 12 des ententes directes relevant principalement des conventions conclues avec les services bénéficiaires des ministères et entités désignés dans les accords de financements.

2.2. Situation des marchés adjugés sur PCDSP en 2010

Le volume cumulé d'engagements relatifs aux activités de passation des marchés réalisées du PCDSP au cours de l'exercice sous revue est de 5 872 656,86 USD. Il concerne 29 marchés de fournitures totalisant des engagements de 393 612,35USD ; 3 marchés de travaux pour un montant de 546.264,69USD, 114 marchés de services d'une valeur totale de 4.846.429,82USD et la convention pour un montant de 86.350USD.

Tableau : Répartition des marchés adjugés sur PCDSP

Période	contrats	avenants	Valeur totale des contrats en USD (*)	Valeur totale des contrats en Euros (*)
1 er trimestre	37	9	1 617 216,82	0,-
2 ème trimestre	38	4	1 345 704,75	0,-
3 ème trimestre	60	5	2359 454,40	0,-
4 ème trimestre	11	5	518 424,59	0,-
	1	0	0,-	23 800,-
Total général	147	23	5 840 800,56	23 800,-

(*) Valeur HT

1€=1,3385USD au 31/12/2010

2.3. Situation des marchés adjugés sur PEMU Composante B.1 et B.2 en 2010

Dans le cadre des missions de passation des marchés confiées au COPIREP pour la mise en œuvre des activités prévues à la composante B.1 et B.2 du PEMU, la CPM a finalisé en 2010 cinq processus de sélection de consultants qui ont donné lieu à 5 contrats, et 2 avenants pour un montant cumulé de 1 532 998,61USD.

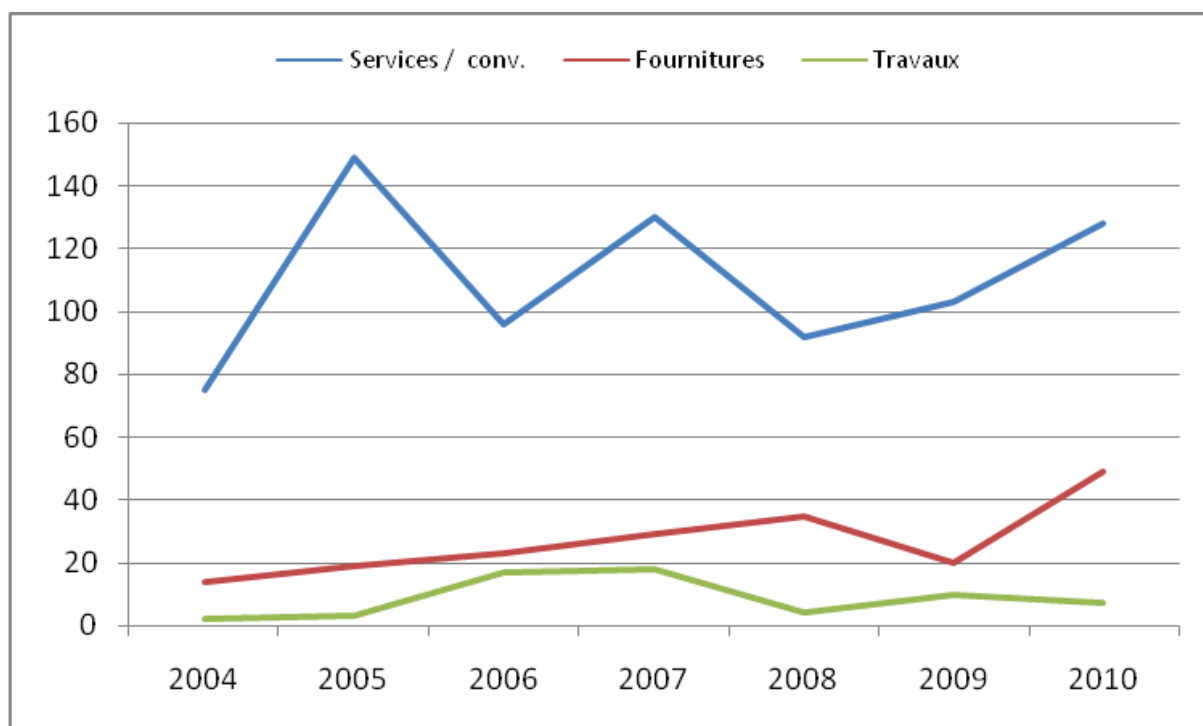
Tableau : Répartition des marchés adjugés sur PEMU en 2010

Période	Contrats	Avenants	Valeur totale des contrats en USD (*)	Valeur totale des contrats en Euros (*)
2 ^{ème} trimestre	1	1	-	418 483,83
3 ^{ème} trimestre	4	1	972 858,-	0,-

Total général	5	2	972 858,-	418 483,83
---------------	---	---	-----------	------------

Tableau : Evolution du nombre des contrats/marchés par catégorie, attribués depuis 2004

Catégorie	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Services/conv.	75	149	96	130	92	103	128
Fournitures	14	19	23	29	35	20	49
Travaux	2	3	17	18	4	10	7
Total	91	171	138	177	131	133	184



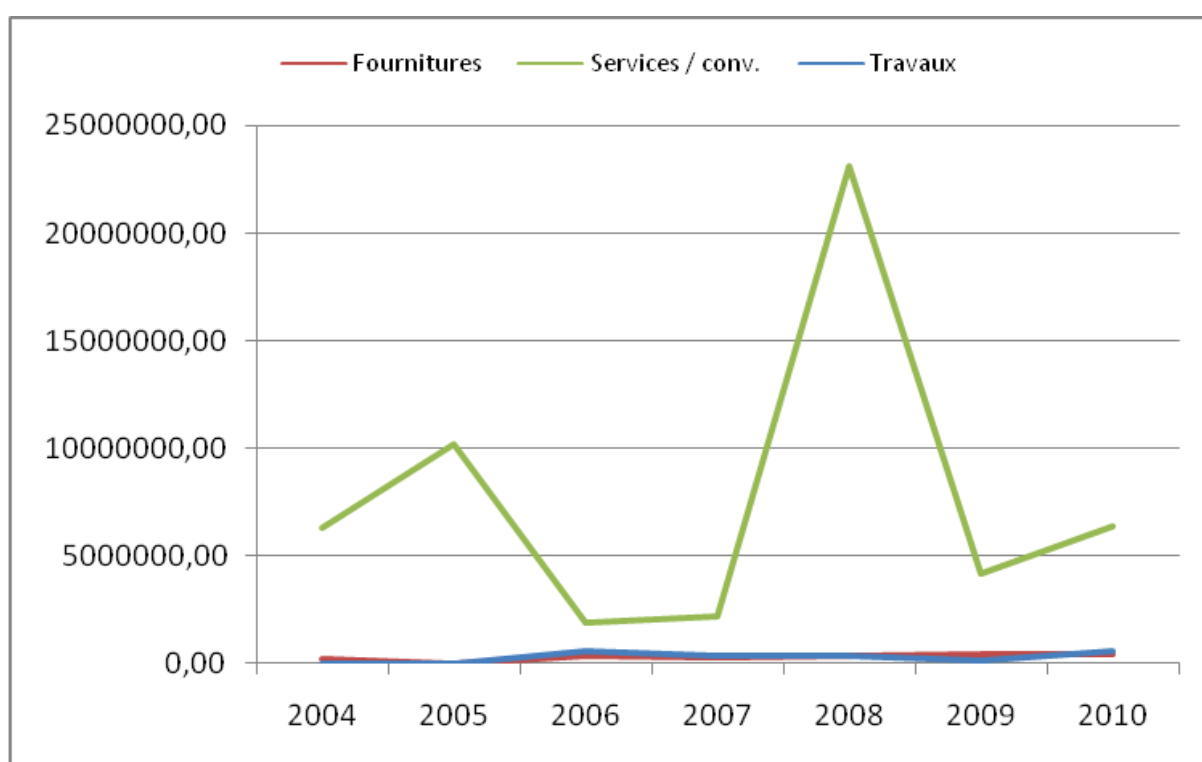
Graphique : Evolution du nombre des contrats / marchés par catégorie, attribués depuis 2004

Tableau : Valeur des marchés adjugés par projet et par type de marché en 2010 (en USD).

Marchés	Fournitures	Travaux	Services	Convention	Total
PCDSP	3 167 356,95	546 264,69	4 846 429,82	86 350,-	5 872 656,86
PEMU	0,-	0,-	1 523 998,61	0,-	1 523 998,61
TOTAL	3 167 356,95	546 264,69	6 379 428,43	86 350,-	7 405 655,47

Tableau : Evolution de la valeur HT des contrats/marchés attribués depuis 2004

Catégorie	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Services / conv.	6 317 622,42	10 180 325,4	1 881 200,9	2 169 383,07	23 108 186,2	4 133 787,77	6 388 434,37
Fournitures	243 531,90	178 450,-	369 317,15	317 619,70	398 885,97	445 080,93	467 073,26
Travaux	22 066,98	20 237,8	547 782,47	336 082,53	382 808,00	121 768,58	550 147,84
Total	6 583 221,30	10 379 013,2	2 798 300,52	2 823 085,30	24 265 793,6	4 700 637,28	7 405 655,47

*Graphique : Evolution de la valeur HT des contrats/marchés attribués depuis 2004*

2.4. Participation des entreprises congolaises au processus de passation de marchés en 2010

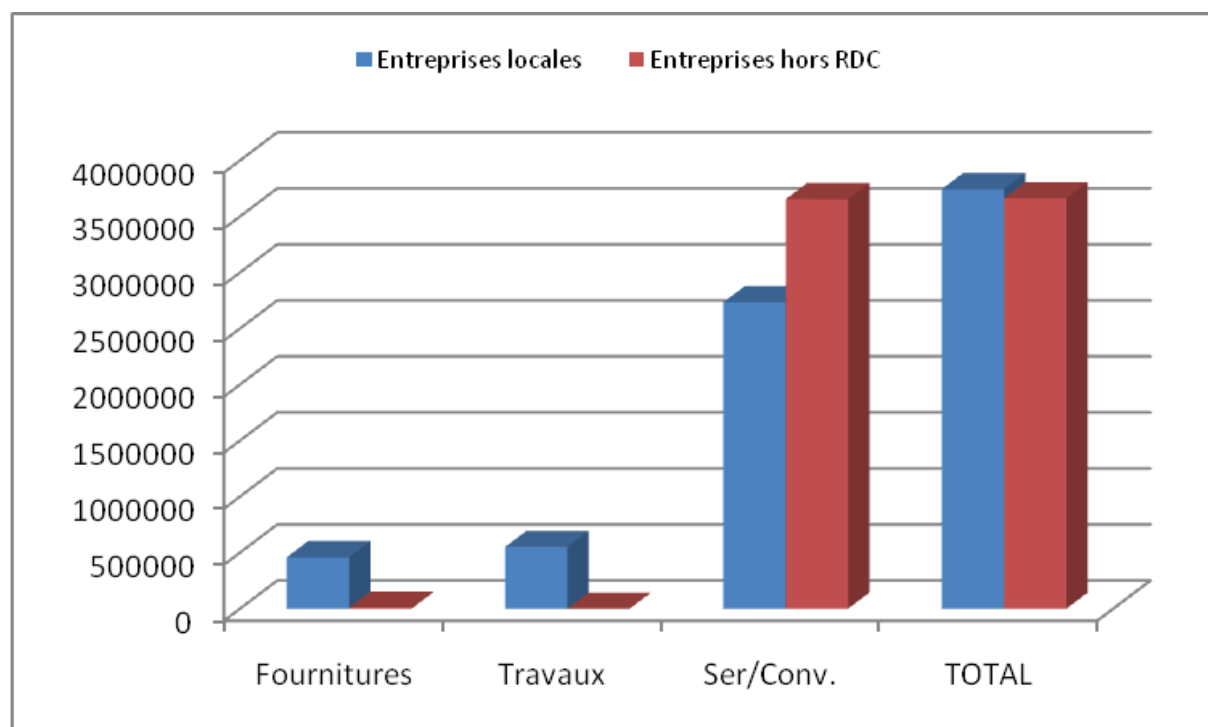
En 2010, sur les 177 marchés adjugés, les entreprises et consultants nationaux ont obtenu 150 contrats et avenants représentant 3.561.685,75\$US, soit respectivement 84,75 % en nombre et 48,09% en valeur.

Le tableau ci-dessous montre que tous les marchés des travaux ont été gagnés par les firmes locales. Il en est de même pour les marchés de fournitures où leurs parts relatives en nombre et valeur se sont établies respectivement à 98% et 98,26%.

S'agissant des marchés de consultants et services, le nombre de marchés attribués aux nationaux reste dominant avec 86,61% des contrats engrangés en 2010. En valeur, ce sont des firmes étrangères avec 57,20% qui ont remporté le plus de marchés. Ceci montre clairement la faiblesse des compétences nationales dans le secteur des services en rapport avec les missions de réforme pilotées par le COPIREP où le recours à l'expertise extérieure s'avère encore indispensable.

Tableau 4 : Répartition des marchés attribués en 2010 entre nationaux et étrangers (en USD)

Marchés	Entreprises locales		Entreprises étrangères		Total
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Fournitures	48	458.930,26	1	8 143,-	467 073,26
Travaux	7	550 147,84	0	0	550 147,84
Service / Conv.	111	2 734 343,21	17	3 654 091,16	6 388 434,37
TOTAL	166	3.743.421,31	18	3 662 234,16	7 405 655,47



Graphique : Répartition des marchés attribués en 2010 entre nationaux et étrangers (en USD).

Section. 3 : La gestion administrative et financière

3.1. La gestion administrative et financière

3.1.1. Historique et architecture du Projet

Pour rappel, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a signé le 11 août 2003 avec l'Association Internationale de Développement (IDA) l'Accord de Crédit n° 3815-DRC d'un montant de DTS 87 100 000, soit environ USD 120 000 000 pour le financement du Projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé (PCDSP).

Compte tenu des résultats enregistré dans l'exécution du PCDSP, l'IDA a alloué à ce projet en mai 2008, le don n° H 3660 de l'ordre de DTS 37,5 millions, soit environ USD 60 millions, en guise de financement additionnel pour poursuivre les efforts consentis, essentiellement dans l'amélioration du climat des affaires notamment l'appui à la mise en oeuvre du traité OHADA en RDC aussitôt l'adhésion effective, la mise en place d'un programme d'appui au développement de la micro finance, et le financement de la mission de stabilisation d'une entreprise du secteur des transports à savoir la SNCC.

Le PCDSP vise à fournir au Gouvernement l'appui à la mise en oeuvre d'une politique de promotion de la croissance économique menée par le secteur privé en : i) contribuant à rendre le climat plus propice aux investissements, ii) appuyant la réforme des entreprises publiques dans les secteurs des mines, des télécommunications, des finances, des transports et de l'énergie ; iii) stimulant la diversification économique et le développement dans le Katanga mené par les communautés locales et en facilitant la réintégration des travailleurs licenciés dans l'économie locale grâce à un appui fourni à travers des activités de formation et d'un appui au développement des entreprises et des services financiers.

Les actions stratégiques du PCDSP pour atteindre l'objectif de développement du Projet sont articulées sur quatre composantes principales à savoir:

- L'amélioration du climat pour les investissements ;
- La réforme des entreprises publiques ;
- La promotion du développement économique au Katanga ;
- L'administration et la gestion du projet.

a. Coûts historiques détaillés du Projet par composante

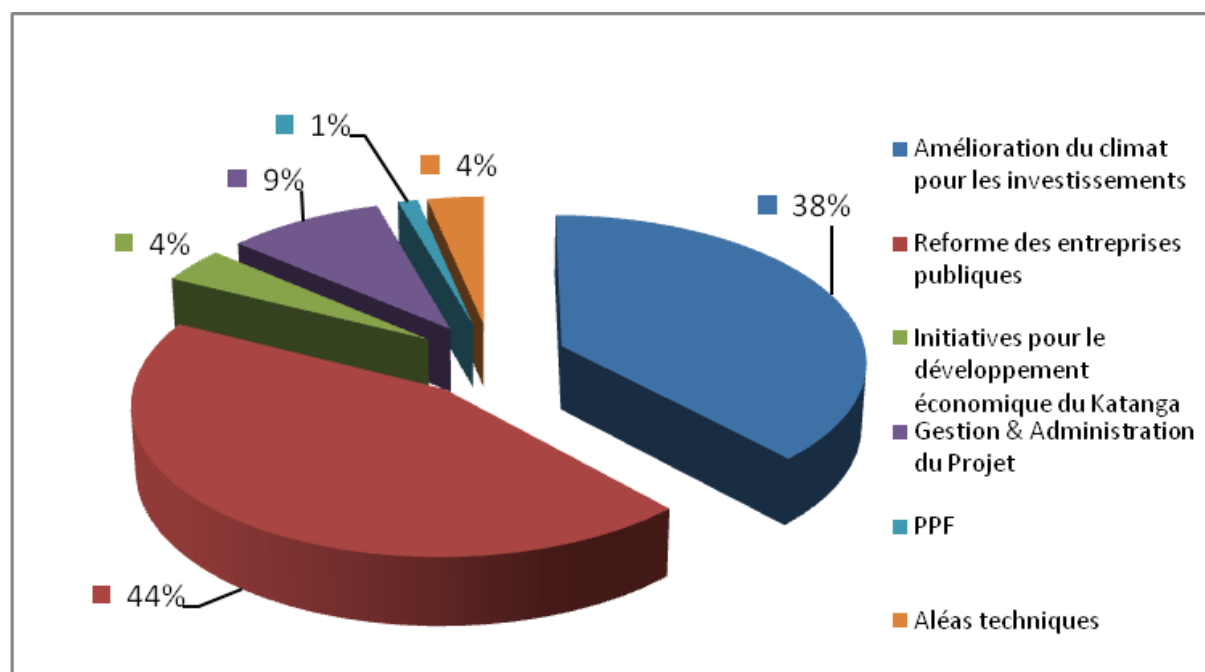
Les tableaux et graphiques ci-dessous décrivent les coûts historiques détaillés du projet par composante. On note que les composantes du Crédit 3815 et du don H 3660 sont identiques.

Tableau : Coûts historiques du Projet par composante en USD

Composante/Activité de projet	3815	H 3660	TOTAL
Amélioration du climat pour les investissements	33.327.000	35 200 000	68 527 000
Reforme des entreprises publiques	59 222 000	20 500 000	79 722 000

Initiatives pour le développement économique du Katanga	6 995 000	0	6 995 000
Gestion & Administration du Projet	13 956 000	2 700 000	16 656 000
PPF	1 500 000	600 000	2 100 000
Aléas techniques	5 000 000	1 000 000	6 000 000
TOTAL GENERAL	120 000 000	60 000 000	180 000 000

Diagramme : Répartition en pourcentage des coûts historiques du Projet par composante (IDA 3815 & IDA H 3660)



b. Coûts historiques détaillés du Projet par catégorie de dépenses

Les tableaux et graphiques ci-dessous décrivent les coûts historiques détaillés du projet par catégories de dépenses. Etant donné que les catégories du Crédit 3815 DRC et du don H 3660 DRC sont différents, leurs coûts historiques sont présentés séparément.

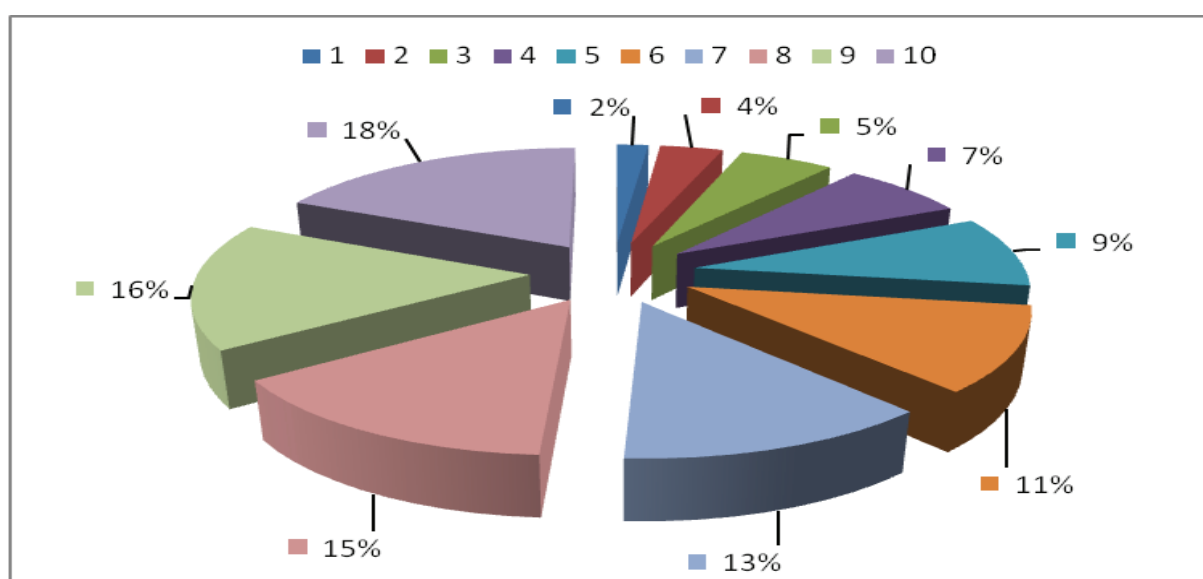
b.1. Coûts historiques détaillés du Crédit 3815 DRC par catégorie de dépenses

En date du 23 janvier 2006, l'IDA a procédé à une allocation des fonds du crédit 3815 DRC, lesquels se présentent dès lors suivant le tableau ci-dessous.

Tableau : Coûts détaillés en DTS du crédit IDA 3815 DRC par catégorie de dépenses, après réallocation en 2006

Cat.	Libellé	Allocation (DTS)	Taux Eligibilité
1	Don au titre de la partie D du Projet	1 450 000	100%
2	Indemnités de licenciement au titre de la partie E du Projet	29 020 000	100%
3	Travaux	1 450 000	(Hors RDC) 100% (local) 80%
4	Fournitures et équipements	2 550 000	100%
5	Consultants	24 500 000	85%
6	Formations & séminaires	4 300 000	100%
7	Mécanismes d'assurances au titre de la partie A3 du Projet	7 350 000	100%
8	Fonctionnement du Projet	13 050 000	85%
9	Préparation du Projet	750 000	
10	Non alloué	2 680 000	
	TOTAL	87 100 000	

Diagramme : Répartition en pourcentage des coûts historiques du crédit IDA 3815 par catégorie de dépenses



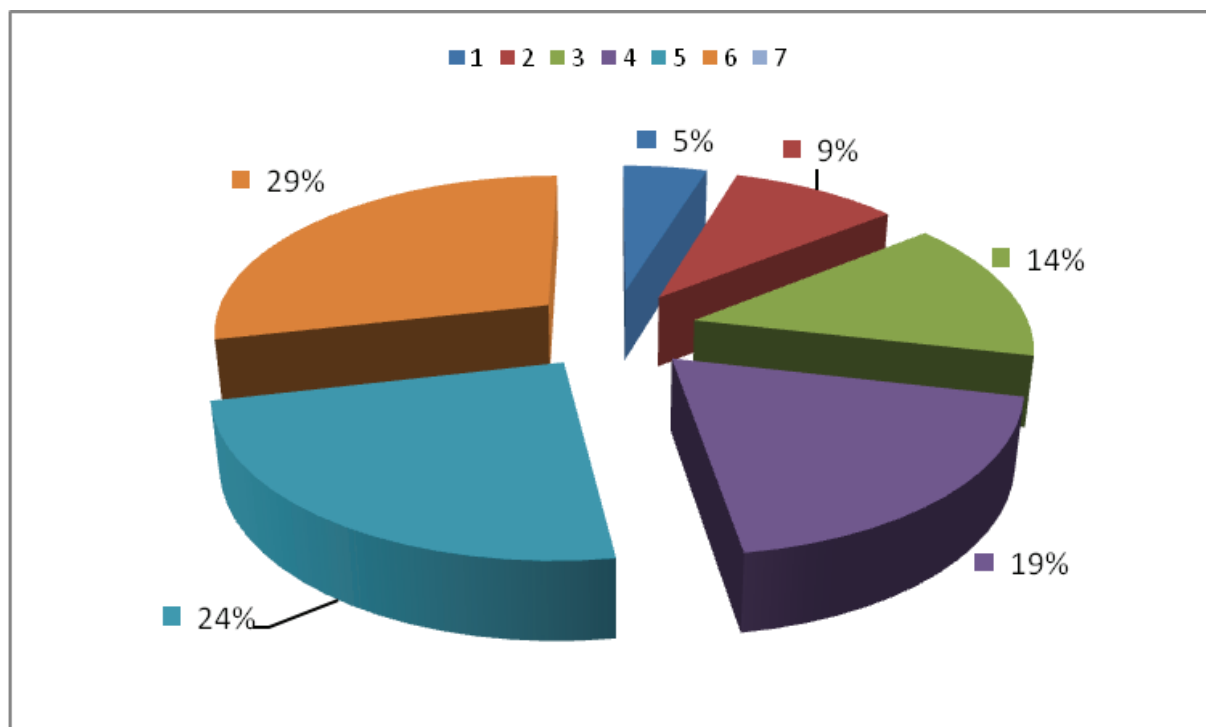
b.2. Coûts historiques détaillés du Don H 3660 par catégorie de dépenses

Ce tableau ci-dessous indique les montants en DTS des catégories de dépenses du Don H 3660 (financement additionnel). Toutes ces catégories sont financées à cent pour cent (100%).

Tableau : Allocation en DTS du don IDA H 3660 par catégorie de dépenses

Catégorie/	Libellé	Allocation (en DTS)
(1)	Fournitures, travaux, services de consultants	19 550 000
(2)	Contrat de micro finance	4 700 000
(3)	Contrat de stabilisation	3 750 000
(4)	Plan social	6 780 000
(5)	Charges de fonctionnement	1 620 000
(6)	Remboursement du PPF	380 000
(7)	Non alloué	630 000
	TOTAL GENERAL	37 500 000

Diagramme : Répartition en pourcentage des coûts historiques du Don H 3660 par catégorie de dépenses



3.1.2. Exécution du Projet

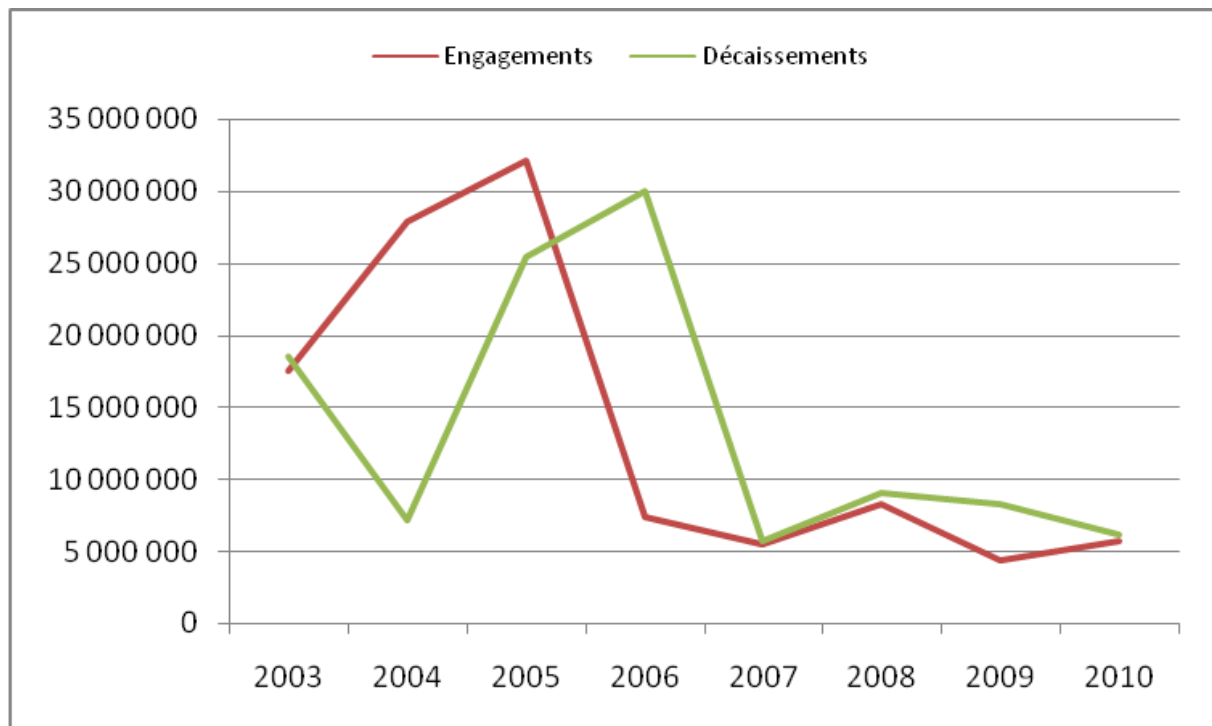
a. Engagements et décaissements

Au cours de cette année 2010, les engagements du Projet sont passés de USD 110 962 947,79 - à (fin décembre 2009) à USD 121 234 009 à (fin décembre 2010). Au cours de la même période, les décaissements du projet sont passés de USD 110 766 641,- à USD 121 690 394,-

Tableau : Evolution des engagements et décaissements du crédit IDA 3815 de 2003 à 2010*

Allocation initiale : USD 120 000 000,-						
Exercice	Engagements	Cumul enga- gements	Décaissements	Cumul décaisse- ments	Taux de réalisations	
					engagé	décaissé
2003	17 509 705	17 509 705	18 496 044,58	18 496 045	14,6%	15,4%
2004	27853752	45 363 457	7 158 187,07	25 654 232	37,8%	21,4%
2005	32087338	77 450 795	25 469 153,36	51 123 385	64,5%	42,6%
2006	7308948	84 579 743	29 985 654,20	81 109 039	70,6%	67,6%
2007	5503388	90 263 131	5 718 746,11	86 827 785	75,2%	72,4%
2008	8203266	98 466 397	9 022 264,27	95 850 050	82,1%	79,9%
2009	4351706	102 818 103	8 255 908,48	104 416 006	85,7%	86,8%
2010	5 640 223	108 458 326	6 142 521,37	110 248 479	90,4%	91,9%
TOTAUX	108 458 326		110 248 479			

* En dollars américains

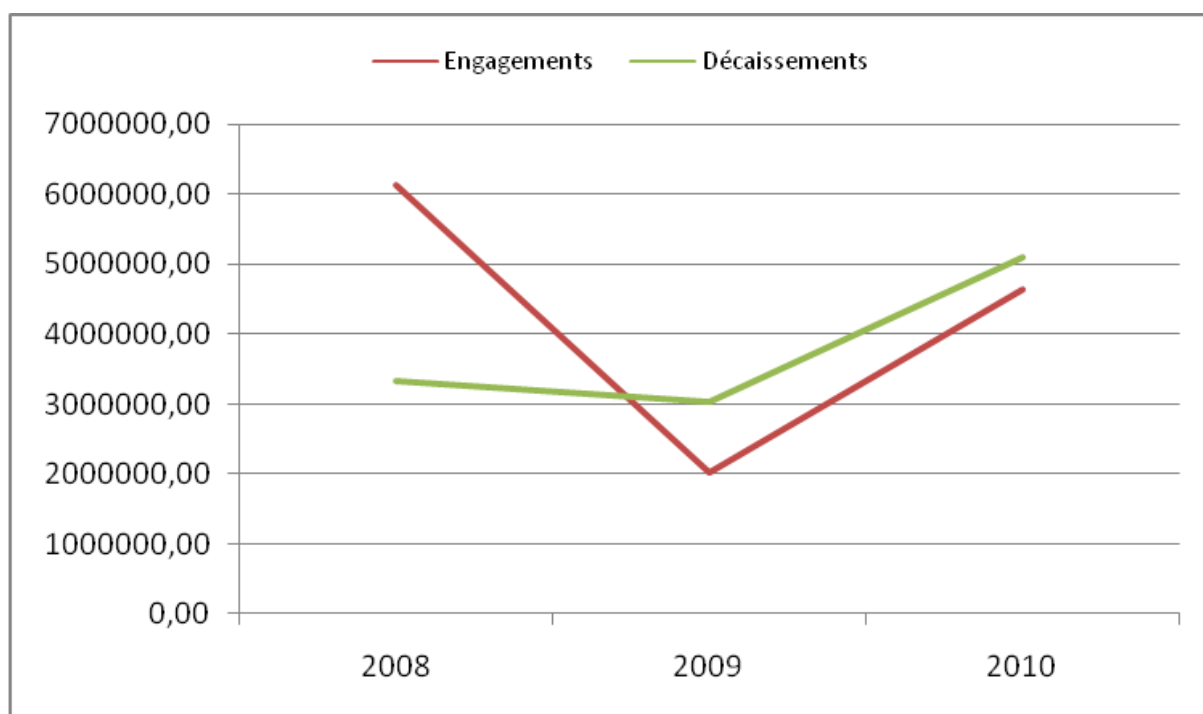


Graphique : Evolution des engagements et décaissements du crédit IDA 3815 de 2003 à 2010

Tableau : Engagements et décaissements du Don H3660 au 31 décembre 2010

Allocation initiale : USD 60 000 000,-						
Exercice	Engagements	Cumul engagements	Décaissements	Cumul décaissements	Taux de réalisations	
					engagé	décaissé
2008	6 125 590	6 125 590	3 324 411	3 026 224	10,2%	5,5%
2009	2 019 254	8 144 844	3 026 224	6 350 635	13,6%	10,6%
2010	4 630 839	12 775 683	5 091 279	11 441 914	21,3%	19,1%
Total	12 775 683		11 441 914			

* En dollars américains



Graphique : Evolution des engagements et décaissements du Don H 3660 de 2008 à 2010

3.1.3. Exécution du Projet par composante

a. Crédit IDA 3815

1° Amélioration du climat des investissements : 33 327 000 USD

Cette composante est exécutée à hauteur de USD 19 871 016 ; soit 59,62 % de l'allocation, suivant la ventilation ci-dessous :

- Renforcement du système judiciaire : USD 3 465 871,-
- Appui à l'intermédiation financière : USD 2 569 209,-
- Mise en place du mécanisme d'assurance : USD 7 228 216,-
- Renforcement du ministère des Mines : USD 3 187 224,-
- Amélioration du dialogue Gouvernement & secteur privé : USD 3 420 496,-

2° Réforme des entreprises publiques : 67 253 000

Cette composante est exécutée à hauteur de USD 68 407 468,- soit 101,71 % de son allocation, suivant la ventilation ci-dessous :

- Etablissement cadres régulateurs : USD 2 528 360,-
- Facilitation dénationalisation des entreprises publiques : USD 11 786 722,-
- Appui financement coût social de réforme : USD 42 241 210,-
- Appui à la mise en oeuvre réforme COPIREP : USD 11 851 176,-

3° Promotion du développement économique au Katanga : 6 995 000 USD

Cette composante est exécutée à hauteur de USD 5 260 179,- soit 75,19 % de son allocation, suivant la ventilation ci-dessous :

- Programme d'appui à la réinsertion : USD 2 770 553,-
- Etude chaîne de la sous-traitance : USD 0,-
- Transfert services sociaux municipalités : USD 2 309 572,-
- Appui au développement régional du Katanga : USD 65 740,-
- Communication, Suivi & Evaluation : USD 114 314,-

4° Administration et gestion du projet : 5 925 000 USD

Cette composante est exécutée à hauteur USD 9 883 330,- soit 166,80 % de son allocation, suivant la ventilation ci-dessous :

- Mise en place de l'URK /GCM : USD 1 499 487,-
- Financement des charges d'exploitation du COPIREP & BCECO : USD 8 383 843,-

5° Fonds de préparation du projet : 1 500 000 USD

Cette composante est exécutée à hauteur USD 1 081 179,- soit 72%% de son allocation. Ces fonds ont servi à la mise en place du projet.

Il convient de noter que les frais liés à la gestion du Projet sont alloués dans les composantes 2 et 4. Durant les premières années d'existence du Projet, tous les frais liés à sa gestion ont été imputés à la seule composante 4. Par ailleurs, la réallocation qui a eu lieu le 23 janvier 2006 n'a été faite que par catégorie en ignorant totalement l'actualisation de l'allocation par composante. Des travaux de réallocation sont en cours, et pourront résorber l'excédent constaté à la composante 4 en y transférant une partie de l'allocation des frais de gestion prévu à la composante 2.

Il convient de noter également que le COPIREP a procédé, durant la période sous revue, à des corrections par composante des enregistrements comptables. Ces corrections changent substantiellement les cumuls des exercices antérieurs.

b. Don IDA H 3660

A l'exception de la composante 3 du financement initial, le Don H 3660 finance les mêmes composantes que le Crédit 3815.

1° Amélioration du climat des investissements : USD 35 200 000,-

Cette composante est exécutée à hauteur de USD 4 584 289,- soit 13,02 % de son allocation, suivant la ventilation ci-dessous :

- Renforcement du système judiciaire : USD 1 540 865,-
- Appui à l'intermédiation financière : USD 1 979 621,-
- Promotion du dialogue avec le secteur privé : USD 1 063 803,-

2° Réforme des entreprises publiques : 20 500 000 USD

Cette composante est exécutée à hauteur de USD 3 788 055,- soit 18,48 % de son allocation, suivant la ventilation ci-dessous :

- Appui au renforcement des entreprises de transport : USD 2 002 665,-
- Agence de communication : USD 10 140,-

3° Administration et gestion du projet : 2 700 000 USD

Cette composante est exécutée à hauteur de USD 45 496,- soit 1,69 % de son allocation, exclusivement en frais bancaires.

4° Remboursement du PPF : 600 000 USD

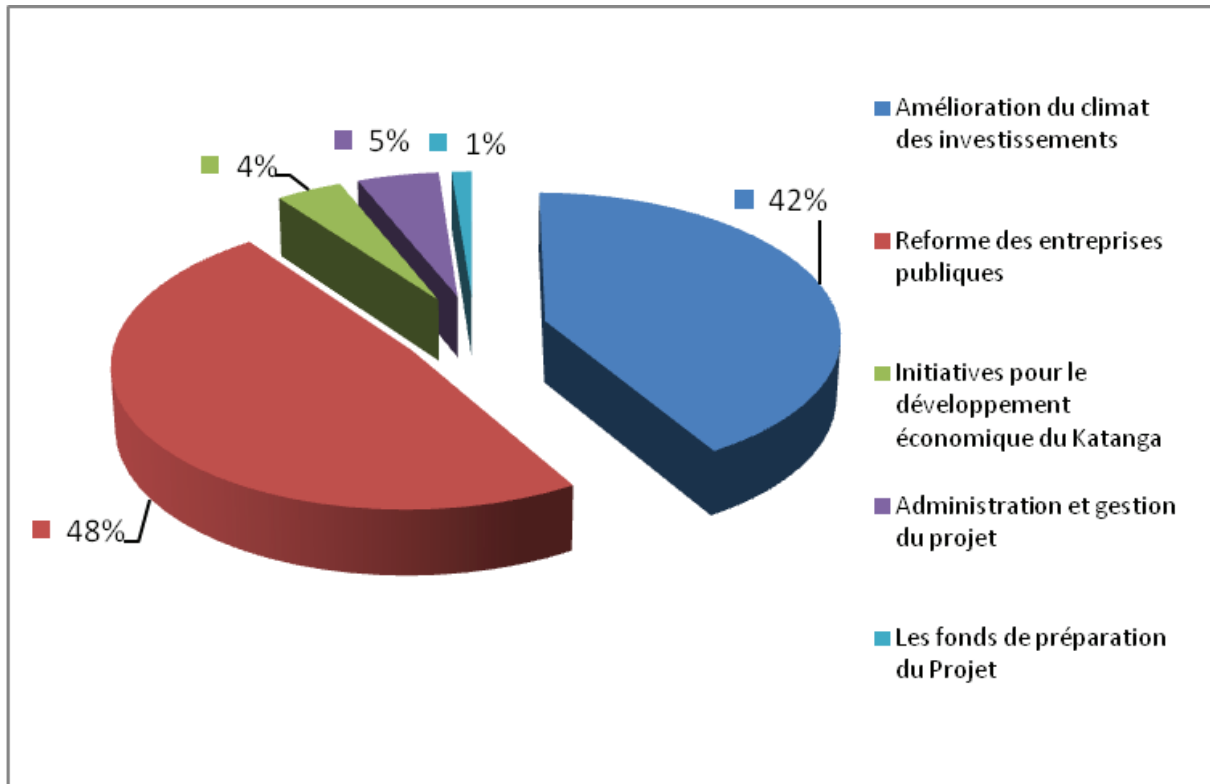
Cette composante est exécutée à ce jour à hauteur de USD 309 648,- soit 51,61%

Tableau : Utilisation des fonds du PCDSP par composante au 31 décembre 2010 (crédit 3815 et Don H 3660)

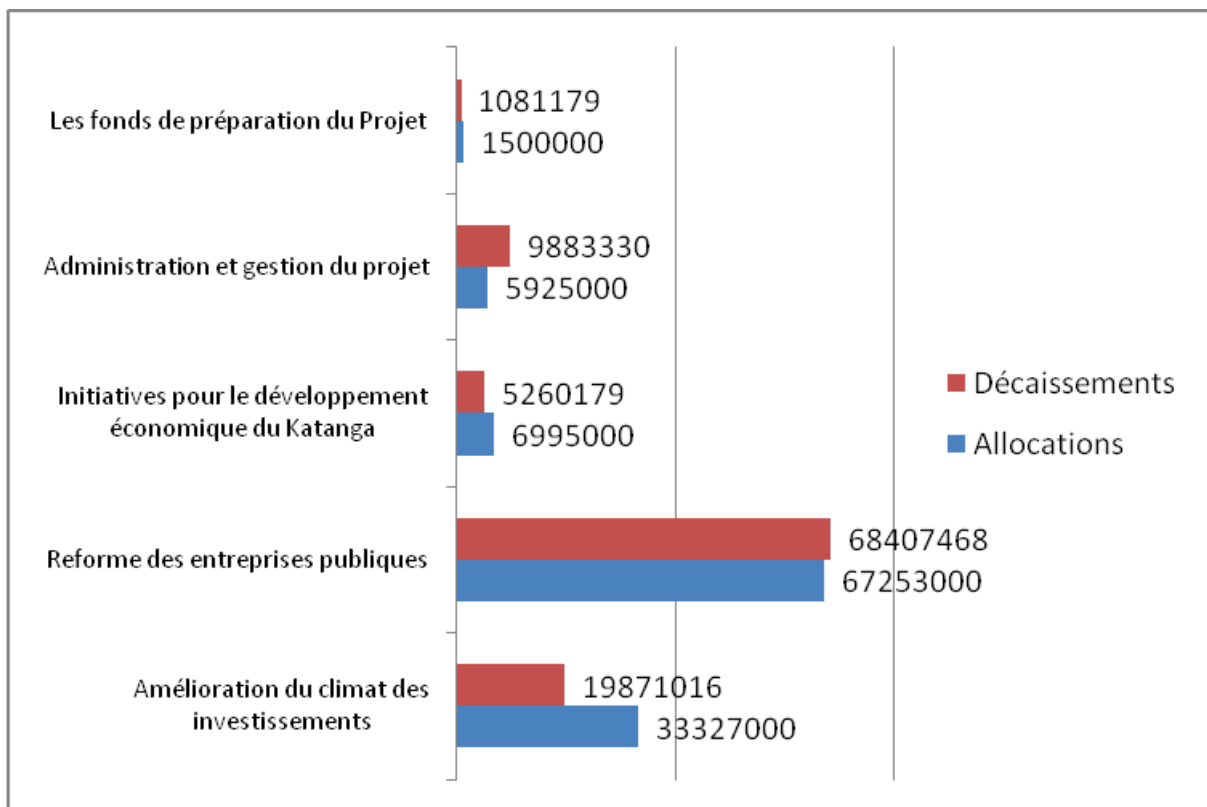
Composante / Activité de projet	Allocations		Total allocations	Décaissements		Total Décaissements
	IDA 3815	IDA H 3066		IDA 3815	IDA H 3066	
Amélioration du climat des investissements	33 327 000	35 200 000	72 146 000	19 871 016	4 584 289	20 696 673
Réforme des entreprises publiques	67 253 000	20 500 000	84 253 000	68 407 468	3 788 055	65 495 740
Initiatives pour le développement économique du Katanga	6 995 000	0	6 995 000	5 260 179	0	5 260 179
Administration et gestion du projet	5 925 000	2 700 000	8 625 000	9 883 330	45 496	9 928 826
Les fonds de préparation du Projet	1 500 000	600 000	2 100 000	1 081 179	309 648	1 390 827

* Montants en dollars américains

Diagramme : Allocations du PCDSP par composante (Crédit IDA 3815 & Don H 3660)



Graphique : Utilisation des fonds du Crédit IDA 3815 par composante au 31 décembre 2010



Graphique : Utilisation des fonds du Don H 3660 par composante au 31 décembre 2010

3.1.4. Exécution du Projet par catégorie de dépenses

a. Crédit IDA 3815

Le Crédit IDA 3815 est exécuté financièrement à concurrence d'USD 104 503 172,38 qui représentent 85,56 % du coût historique du Crédit. Cette exécution se répartit comme suit :

Catégorie 1 : Dons au titre de la partie D du Projet : USD 1 997 704,-

Cette catégorie est exécutée à concurrence de USD 2 366 462,- soit 118 % de l'allocation. Elle englobe les dons aux associations des partants volontaires de la GECAMINES, les terres arables, l'appui au secteur médical et à l'enseignement de la GECAMINES.

Le dépassement est dû aux opérations d'appui aux deux secteurs de la GECAMINES, appui non prévu dans le document d'évaluation mais jugé impérieux dans l'exécution du Projet.

Catégorie 2 : Indemnités des partants volontaires : USD 36 206 660,-

Cette catégorie est exécutée à concurrence de USD 40 513 578,- soit 111,90 % de l'allocation. Elle englobe les décomptes finals payés aux partants volontaires de la GECAMINES, des banques liquidées et de l'OCPT ainsi que les retraités de ce dernier.

Catégorie 3 : Travaux : USD 1 997 704,-

Cette catégorie est exécutée à concurrence de USD 796 099,- soit 39,85 % de l'allocation. Elle englobe les travaux de réhabilitation financés dans le cadre d'appui au ministère de la justice « Inspection générale des Services judiciaires, Tribunaux de commerce (Gombe, Matete, Kinshasa et Lubumbashi), Centre d'Arbitrage du Congo » et réhabilitation du bâtiment du Ministère des mines.

Catégorie 4 : Equipements : USD 3 513 203,-

Cette catégorie est exécutée à concurrence de USD 1 427 575,- soit 40,63 % de l'allocation. Elle englobe les biens et équipements mis à la disposition des partenaires du Projet. Il s'agit notamment de :

- Véhicules pour ministère des mines (bureaux provinciaux et CAMI), ARPTC et CATE ;
- Matériels informatiques pour CAMI, ARPTC & Groupe Sectoriel de travail
- Meubles et divers mobiliers (tribunaux de commerce Gombe, Matete, Kinshasa et Lubumbashi);
- Matériels informatiques et connexion internet pour centre d'arbitrage ;
- Meubles, divers petits matériels pour l'ANAPI et URK.

Catégorie 5 : Services des Consultants et Audits : USD 33 754 306,-

Cette catégorie est exécutée à concurrence de USD 29 769 313,- représentant 88,19% de l'allocation. Ce montant comprend les dépenses financées par l'Etat à hauteur de USD 58 668,-

Cette catégorie englobe le coût des études et audits qui conduisent à la réforme des entreprises d'une part et de l'assistance technique au COPIREP d'autre part.

Catégorie 6 : Formations et Séminaires : USD 5 924 225,-

Cette catégorie est exécutée à concurrence de USD 3 364 889,- soit 56,80%. Elle englobe les coûts de renforcement des capacités tant des partenaires du Projet que de l'unité de gestion (COPIREP).

Catégorie 7 : Mécanisme d'assurance : USD 10 126 292,-

Cette catégorie est exécutée à concurrence de USD 7 138 330 soit 70,49 %. Elle a servi à l'adhésion de la RDC à l'ACA en 2004 et aux libérations de la souscription de la RDC au capital de cette dernière.

Catégorie 8 : Frais de gestion : USD 17 979 334,-

Cette catégorie couvre les dépenses liées au fonctionnement du Projet et de quelques ALE à savoir :

- Les salaires des agents intervenant dans le cadre du Projet
- Les honoraires des consultants recrutés dans le cadre de l'assistance technique au projet
- Les équipements acquis dans le cadre du fonctionnement de l'unité de gestion du projet
- Les frais récurrents (communication, loyer, frais de supervision)

Elle est subdivisée en trois sous catégories suivantes :

- Sous catégorie 8a, USD 729 546,- frais de gestion BCECO, premier gestionnaire du Projet dès son entrée en vigueur jusqu'à fin 2005.
- Sous catégorie 8b, USD 14 736 801,- pour les dépenses de fonctionnement du COPIREP
- Sous catégorie 8c, USD 2 572 498,- dépenses de fonctionnement des structures autres que le BCECO et le COPIREP. Il s'agit notamment de : ANAPI, CATE, URK, CVDMC, etc.

Cette catégorie est globalement exécutée à hauteur de USD 18 038 845 ; soit 100,33 % du montant alloué.

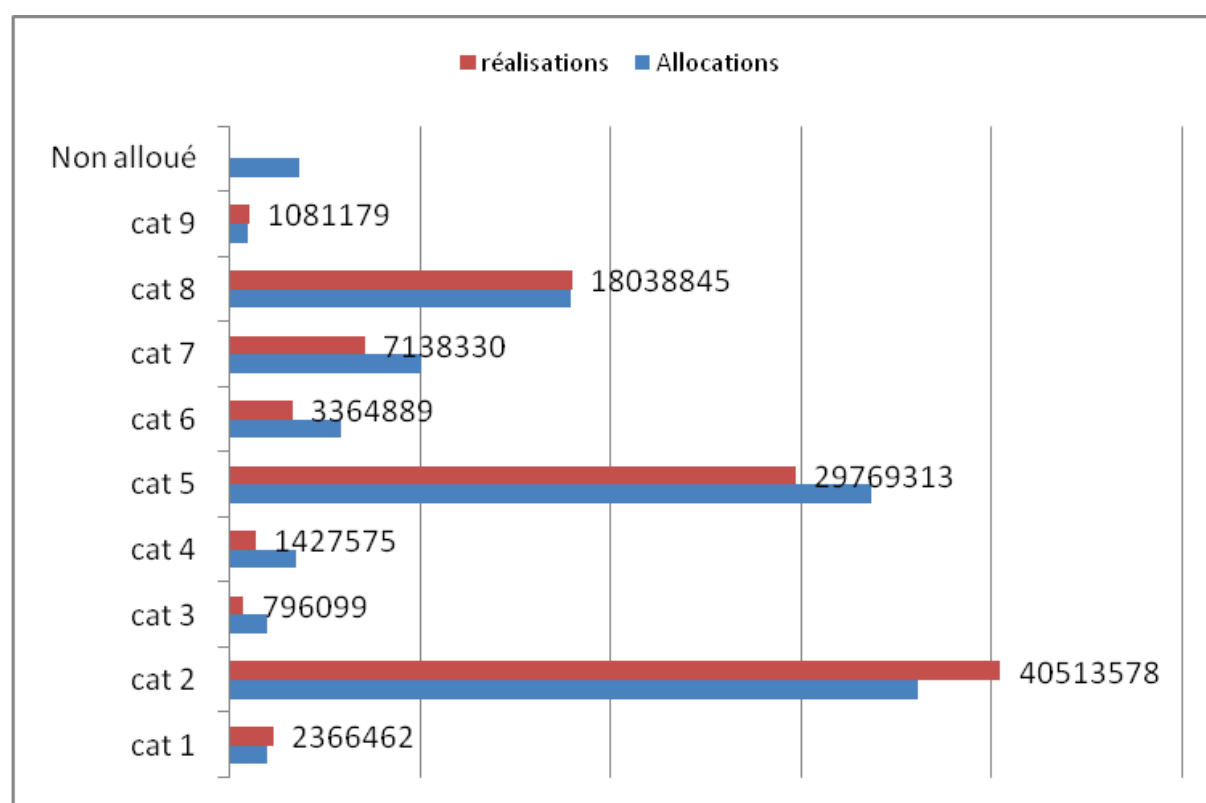
Catégorie 9 : Remboursement du PPF : USD 1 033 295,-

Cette catégorie est exécutée à concurrence de USD 1 081 179,-; soit 104,63 % de l'allocation.

Tableau : Utilisation du Crédit IDA 3815 par catégorie des dépenses au 31 décembre 2010

CAT	Libellé de la catégorie	Allocation en USD	Réalisations	%
1	Dons au titre de la partie D du Projet	1 997 704	2 366 462	118%
2	Indemnités des partants volontaires	36 206 660	40 513 578	111,90 %
3	Travaux	1 997 704	796 099	39,85 %
4	Equipements	3 513 203	1 427 575	40,63 %
5	Services des Consultants et Audits	33 754 306	29 769 313	88,19%

6	Formations et Séminaires	5 924 225	3 364 889	56,80%
7	Mécanisme d'assurance	10 126 292	7 138 330	70,49 %
8	Frais de gestion	17 979 334	18 038 845	100,33 %
9	Remboursement du PPF	1 033 295	1 081 179	104,63%
	Non alloué	3 692 306		



Graphique : Utilisation du Crédit IDA 3815 par catégorie des dépenses au 31 décembre 2010

b. Don H 3660

Le Don H 3660 est exécuté financièrement à hauteur de USD 8 727 489 représentant 14,55 % du coût historique du Don. Cette exécution se répartit de la manière suivante :

Catégorie 1: Travaux, fournitures & consultants : USD 31 280 000,-

Cette catégorie est exécutée à concurrence USD 4 838 666,- qui représentent 15,47 % de l'allocation initiale.

Catégorie 2: Contrat de micro finance : USD 7 500 000,-

Jusqu'à la fin du trimestre sous revue, aucune activité n'a été entreprise dans cette catégorie. Par conséquent, son exécution financière en 2010 est nulle.

Catégorie 3: Contrat de stabilisation : USD 6 000 000,-

Cette catégorie est exécutée à concurrence de USD 3 533 679,- soit 58,89 % de l'allocation initiale.

Catégorie 4: Plan Social : USD 10 992 000,-

Les préalables à l'exécution des activités de cette catégorie sont en cours de réalisation. Par conséquent, son exécution financière en 2010 est nulle.

Catégorie 5: Gestion & administration du Projet : USD 2 593 000,-

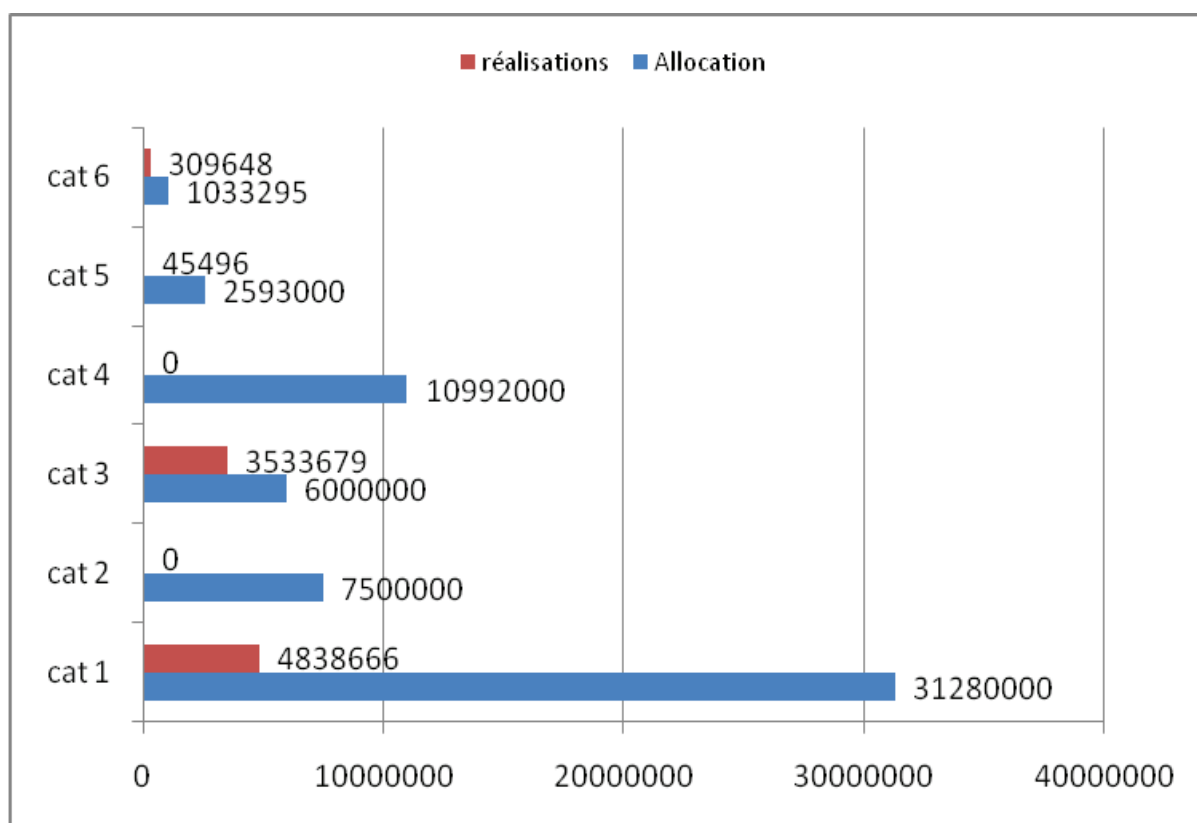
Les frais de gestion du projet sont actuellement pris en charge par le Crédit 3815. Les seules charges qui sont imputées dans cette catégorie sont les frais bancaires liés à la gestion du compte désigné qui s'élèvent à USD 45 496,- soit 1,75%

Catégorie 6: Remboursement du PPF : 1 033 295 USD

Cette catégorie de dépenses est gérée directement par l'IDA. Elle est exécutée au 31 décembre 2010 à concurrence de USD 309 648,- soit 29,97%

Tableau : Utilisation du Don H 3660 par catégorie des dépenses au 31 décembre 2010

CAT	Libellé de la catégorie	Allocation en USD	Réalisations	%
1	Travaux, fournitures & consultants	31 280 000	4 838 666	15,47 %
2	Contrat de micro finance	7 500 000	0	0
3	Contrat de stabilisation	6 000 000	3 533 679	58,89 %
4	Plan Social	10 992 000	0	0
5	Gestion & administration du Projet	2 593 000	45 496	1,75%
6	Remboursement du PPF	1 033 295	309 648	29,97%



Graphique : Utilisation du Don H 3660 par catégorie des dépenses au 31 décembre 2010

3.2. La gestion des ressources humaines

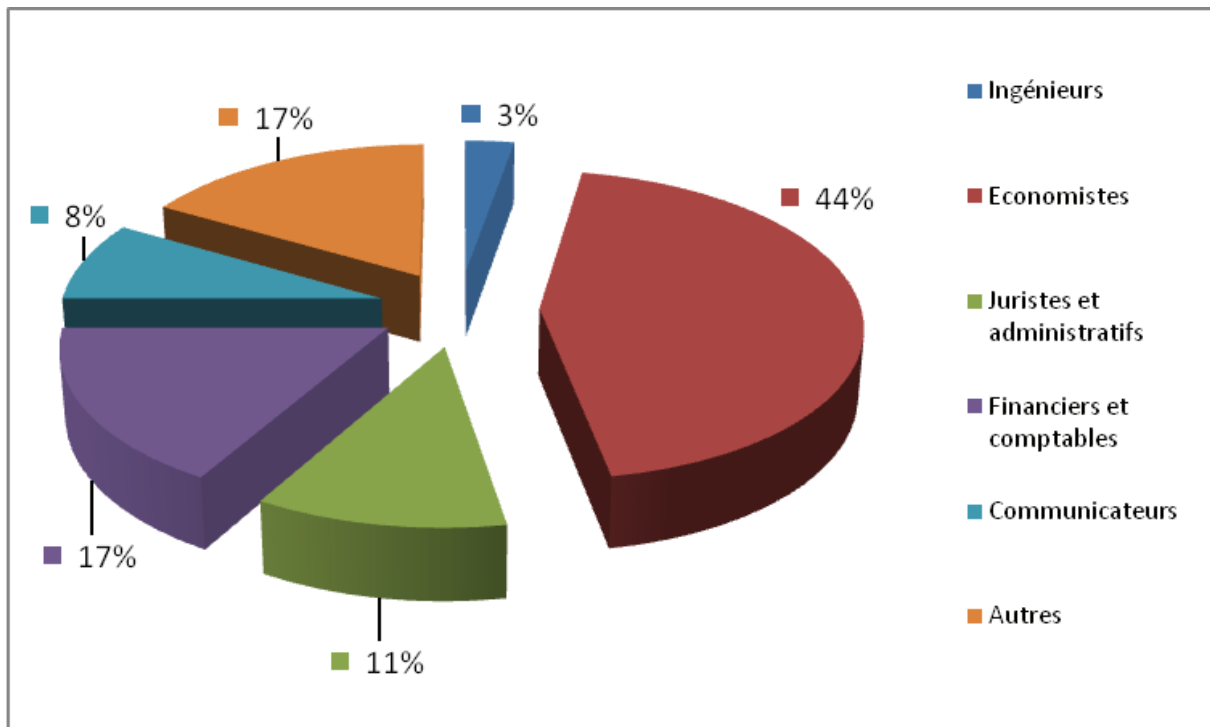
3.2.1. Evolution des effectifs

Au 31 décembre 2010, le COPIREP compte 40 cadres et agents contre 37 en 2009.

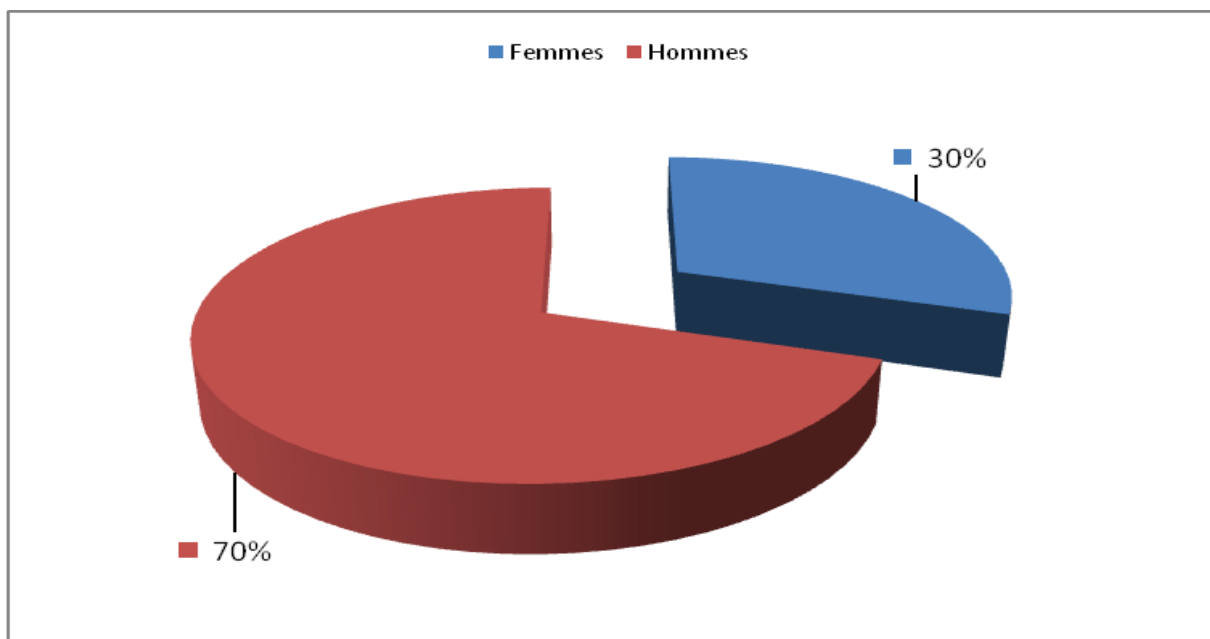
En effet, quatre cadres (04) ont été recruté en l'occurrence le Responsable de la Cellule de Passation des Marchés, le Chargé des Projets Mines, le Chargé de Suivi et Evaluation ainsi que le Comptable du financement IDA 3815.

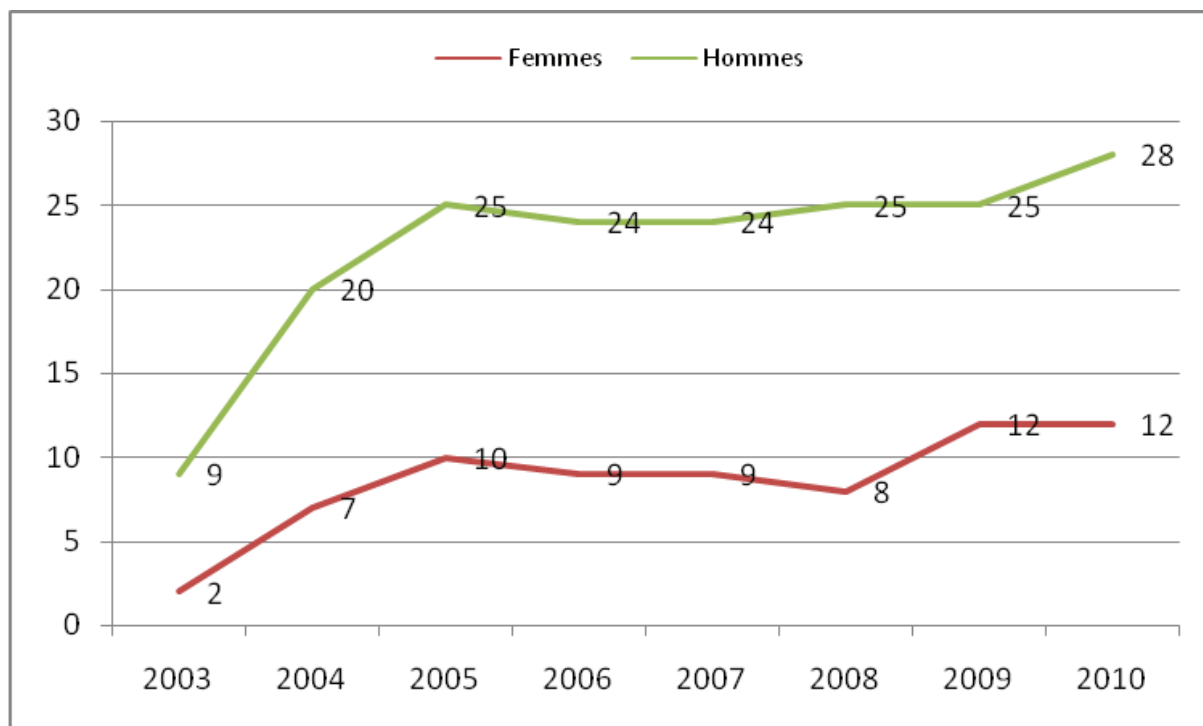
Répartition des effectifs par qualification

Catégories	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Ingénieurs	0	2	2	2	2	2	2	1
Economistes	3	8	11	11	11	12	14	16
Juristes et administratifs	2	4	4	5	5	4	4	4
Financiers et comptables	0	2	4	4	4	4	5	6
Communicateurs	2	2	2	2	2	2	3	3
Autres	6	9	12	9	9	9	9	9
Total des effectifs	11	27	35	33	33	33	37	40

Diagramme : Répartition en pourcentage des effectifs par qualification en 2010**Tableau : Evolution des effectifs par sexe de 2003 à 2010**

Catégories	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Femmes	2	7	10	9	9	8	12	12
Hommes	9	20	25	24	24	25	25	28
Total des effectifs	11	27	35	33	33	33	37	40

Diagramme : Répartition en pourcentage des effectifs par sexe en 2010



Graphique : Evolution des effectifs par sexe de 2003 à 2010

Tableau Répartition des effectifs par tranche d'âge en 2010

Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total
61 – 65	3	0	3
56 – 60	1	0	1
51 – 55	5	3	8
46 – 50	7	0	7
41 – 45	4	1	5
36 – 40	4	2	6
31 – 35	3	5	8
26 – 30	1	1	2
Total des effectifs	28	12	40

3.2.2. Le renforcement des capacités

En 2010, seuls le Responsable Administratif et Financier, le Responsable ai de la Cellule de suivi et gestion des contrats et le comptable du financement IDA 3815 ont bénéficié d'une formation, sur les modules suivants :

- Décaissement et Gestion Financière de projet
- Utilisation optimale du logiciel TOMPRO
- Montage et régulation des concessions portuaires